

# Pourquoi le social ne nous

Les rapports de forces, la lutte des classes, l'exclusion et la pauvreté sont bannis des gazettes et du petit écran : trop peu « sexys », trop compliqués, trop sombres, ils feraient fuir les lecteurs. Du moins selon la version « officielle ».

Isabelle Philippon (CSCE)

« Si j'ai la capacité d'arrêter ce pays, je le ferai. Je vais pourrir la vie du gouvernement » : ces menaces, proférées par Robert Verteneuil, président de la FGTB, au lendemain de la présentation du budget de l'Etat - et principalement de son fameux *Jobs deal* - pour 2019, étaient assurées de faire mouche dans les médias. Ah, du « dur », une crise annoncée, une grève paralysante, la perspective d'une rentrée décoiffante ! De quoi faire les manchettes, assurément. Et cela n'a pas manqué : « Après le budget, la FGTB menace de bloquer le pays », titrait *Le Soir* du 25 juillet. « Je vais pourrir la campagne du gouvernement », épinglait *La Libre* plus sobrement en pages intérieures. Après ça, rideau, quelques semaines de répit estival pour les gazettes, le gouvernement et les syndicats. Et puis est venue la rentrée, et on est reparti dans le lourd. La fin de l'été social sera chaud, et l'automne, potentiellement torride. Les médias vont se jeter sur les petites phrases assassines des uns et

peu d'informations sur le social. Aucun des deux grands journaux dits « de référence », pas plus que le seul magazine d'information générale, ne comporte de rubrique quotidienne sur ce thème. Les rapports sociaux dans l'entreprise sont, au mieux, isolés dans des suppléments hebdomadaires largement occupés par des annonces payantes destinées au recrutement des cadres (pages saumon du supplément « L'Economie » du *Soir*), ou rejetés dans les pages « Eco » consacrées à la microéconomie et rédigées du point de vue des entrepreneurs. Nul cahier consacré aux luttes syndicales n'équilibre les suppléments « Votre argent » ou « Spécial immobilier » du *Vif/L'Express*. Il en va de même dans l'audiovisuel : ni la RTBF (service public) ni, *a fortiori*, RTL-TVI (privé) ne programme le moindre magazine social régulier. Au sein de la profession, on ne trouve plus de « journalistes sociaux ». C'est que ces sujets sont trop sombres, trop ardu : ils détourneraient les lecteurs et, dans leur

pagement médiatique soigné dans *L'Echo* et les pages *Eco* de *La Libre* ou du *Soir*, et que rares sont les journalistes spécialisés qui y ont trouvé à redire.

Le social n'est donc médiatisé qu'en situation de crise. Quand le gouvernement sort une de ces horreurs dont il a le secret, et contre lesquelles les syndicats vont mobiliser leurs troupes. Lorsque Renault-Vilvorde ou Caterpillar ferment leurs portes, ou quand Carrefour licencie des centaines de personnes. Ou encore alors qu'émerge une forme d'action nouvelle, comme celle menée par les Zadistes de Notre-Dame des Landes, en France, qui permet un beau « cadrage » (ou « angle », comme on dit dans le jargon), une belle histoire, qui orientera l'interprétation des significations sociales et politiques du conflit.

Sur le reste, c'est-à-dire sur l'essentiel, les coups de butoir plus ou moins discrets portés, au quotidien, sur la qualité de l'emploi, le bien-être des travailleurs et le soutien aux chômeurs et aux exclus du système, circulez, il n'y a (presque) rien à voir. La lutte des classes et les luttes syndicales « routinières » ne sont guère présentes dans les pages des gazettes, dans les journaux télévisés ou dans les matinales radio, si ce n'est en cas de dérapage ou de pagaille sur les routes.

**Les sujets sociaux sont trop sombres, trop ardu : ils détourneraient les lecteurs et, dans leur sillage, les annonceurs publicitaires.**

des autres comme la misère sur le monde. Cette focalisation sur le côté le plus spectaculaire des débats va-t-elle faciliter la compréhension des véritables enjeux ? On peut, hélas, en douter : c'est que les consommateurs des médias « traditionnels » disposent de fort peu d'outils pour appréhender ces problématiques complexes. Car, en dehors des jeux du cirque qui stimulent les récits journalistiques, la presse donne fort

sillage, les annonceurs publicitaires. Insuffisamment « sexys », les syndicats, le rapport salarial, la concertation sociale sont exclus de la presse papier et du petit écran.

De cette autocensure découle une conséquence majeure : un conflit n'est médiatisé qu'après les premières mobilisations des travailleurs, tandis que les décisions qui se trouvent à la source de ce conflit, elles, ont déjà fait l'objet d'un accom-

## Les figures imposées du conflit social

La scénarisation du « format » télévisuel a déteint sur tous les autres médias. Ainsi, désormais, le traitement médiatique des conflits sociaux a ses figures imposées : il s'agit d'assigner des rôles à chacun. Dans le rôle des gêneurs, les grévistes. Dans le rôle des victimes, les travailleurs qui tentent de se rendre au boulot,

# est plus conté

les élèves qui veulent rejoindre leur école, Monsieur et Madame Tout Le Monde qui désespèrent de ne pas pouvoir circuler et consommer librement. A la télé, les usagers inévitablement « pris en otage » témoignent des difficultés dans lesquelles les plongent les grévistes des TEC, de la SNCB et de tous ceux qui entravent la sacro-sainte liberté de circulation avec leur piquet de grève ou leur manifestation. Et c'est ainsi que s'opère un surprenant renversement médiatique : les travailleurs ne s'opposent plus à un gouvernement et/ou un patronat décidés à amputer leurs droits ou complices de la détérioration de leurs conditions de travail ; ils s'opposent entre eux. Seconde figure imposée du traitement médiatique d'un conflit social : l'effacement de ses enjeux réels au profit de sujets médiatiquement exploitables, si possible des thèmes à suspense, riches en controverses et en rebondissements, porteurs de « petites phrases choc ».

Ainsi, la grève à la SNCB, le 10 juillet dernier, n'a-t-elle été abordée que sous l'angle de l'entrée en vigueur du service minimum, accueilli avec « grand soulagement » par les usagers. Et les « débordements de casseurs » en marge des grandes manifestations, l'« infiltration » de ces dernières par le PTB, la « radicalisation » de la grève ou encore l'aspect « musclé » des mouvements d'opposition ont généralement davantage de succès, dans les gazettes et sur le petit écran, que les enjeux compliqués de l'actualité sociale et les raisons des grèves et manifestations. Il est évidemment plus facile et accrocheur d'ouvrir le JT sur l'« immense pagaille » engendrée par les mouvements sociaux que sur le décryptage compliqué et nuancé des décisions

politiques et leur impact sur notre avenir.

Enfin, qui dit mise en scène dit, aussi, individualisation des luttes. Plus faciles et plus rapides à réaliser qu'une enquête, les portraits d'élèves, de parents, de navetteurs, de commerçants perturbés par les grèves sont aussi plus accrocheurs : ils font appel à l'intime, à l'émotion. C'est par ce mode narratif que les consommateurs des médias découvriront les répercussions des grèves sur les citoyens. C'est par ce biais, aussi, qu'ils découvriront les grévistes eux-mêmes, souvent ravis de se prêter au jeu du portrait ou du micro-trottoir, croyant ainsi servir le mouvement. Mais voilà : ce faisant, on ne parle plus de la cause collective, de ce qui réunit, mais bien de ce qui distingue. Et les antagonismes politiques et sociaux, les rapports de forces, la lutte de classes, tout se dissout ainsi dans la psychologie individuelle.

## Les invisibles

La dimension psychologique joue aussi dans l'identification plus ou moins forte des journalistes avec leur sujet. Les journalistes se perçoivent comme des intellectuels un brin artistes, et se fantasment une appartenance au cercle du (contre-)pouvoir : ils ne s'identifient pas aux ouvriers, pas plus qu'aux « pauvres ». Ainsi, par exemple, pour Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du *Soir*, il y a des grèves « civilisées » et des grèves « de voyous » (1). Les voyous : ceux

qui prennent les usagers en otage ou partent spontanément en grève. Les civilisés, en l'occurrence : les pilotes de Brussels Airlines. On voit mal, à première vue, ce qui distingue un conducteur de train luttant contre la dégradation du métier et le pilote d'avion qui dénonce la pénibilité du sien. Si ce n'est, peut-être, la mise plus seyante du second, reflet d'un milieu social différent, dont l'éditorialiste se sent peut-être plus proche ? « *La classe ouvrière, sa vie, ses difficultés, ses rêves, ses réalités, sont totalement sous-représentés dans les médias*, souligne Jean-Paul Marthoz, journaliste, ✎

**Dans le rôle des gêneurs, les grévistes. Dans le rôle des victimes, les travailleurs qui tentent de se rendre au boulot.**



⇒ Expliquer les enjeux sociaux avec pédagogie, c'est compliqué. Et pas très « sexy ». La presse n'en raffole pas.

essayiste, chroniqueur au *Soir* et professeur de journalisme international à l'UCL. Avec cela, la question des inégalités sociales est gravement négligée. Or il s'agit là d'une question fondamentale de la chose politique. Cette "invisibilité" du prolétariat et des inégalités contribuent fortement au populisme » (lire son interview en p. 89).

Les mêmes journalistes dénoncent plus volontiers les tracasseries dont sont victimes les itinérants du spectacle et autres artistes en butte à l'intransigeance bornée de l'Onem que celles qui accablent les usagers des CPAS ou les familles précarisées à la recherche d'un logement. « Pour s'intéresser à ces sujets-là, il faut un minimum d'empathie, estime Martine Vandemeulebroucke, ex-journaliste au *Soir*, actuellement collaboratrice free-lance à la revue d'actualité sociale *Alter Echos*, et chroniqueuse à *Ensemble !* (lire son billet d'Humeur en p.94). Moi, je viens d'un milieu très défavorisé : mes grands-parents appartenaient au Quart-monde ouvrier. J'ai vécu avec mes parents pendant des années dans un appartement insalubre à Saint-Josse. Les mécanismes de la précarité et de l'exclusion sociale, les difficultés des jeunes défavorisés à rester dans le système scolaire, tout cela, je connais. Ce n'est pas le cas de la plupart de mes collègues, qui ne s'intéressent aux sujets sociaux que par le biais de l'émission *Viva for life*. »

### Miroir, mon beau miroir...

Un sujet du JT de la RTBF du 19 juillet a condensé toute l' « ingénuité »



Flickr

lade ». « Cela m'a permis de me rendre compte que j'étais bien à la maison, avec mon chien et mes amis », conclut cette dame éclatante dans sa robe jaune, sur sa terrasse bordée de fleurs et de verdure, probablement nichée dans un petit village cosu du Brabant wallon... Qui aurait songé, dans la chaîne de service public, à aller interroger la famille Congole, vivant à six dans un appartement d'un 50 mètres carrés surchauffé, au cœur de la capitale ?

Les journalistes « assis » (à la différence des reporters et autres enquêteurs qui traînent leurs basques sur le terrain), ceux qui tirent leurs informations des cercles du pouvoir et de leurs communicants, fréquentent un microcosme auquel ils s'identifient presque sans s'en rendre compte. La

broucke), les journalistes éco, eux, sont plutôt de centre-droit. Ainsi que le relèvent les sociologues Michel et Monique Pinçon, « ces journalistes libéraux ne mentionnent jamais la violence des riches. Ils inversent le sens de la responsabilité en attribuant l'origine de la violence aux plus démunis », aux travailleurs précarisés, aux jeunes aux abois, et se gardent bien de mettre en cause les dégâts provoqués par les spéculateurs et la fraude fiscale. Les luttes syndicales ne sont guère présentes dans leurs pages, pas plus que dans les journaux télévisés ou dans les matinales radio, si ce n'est en cas de dérapage ou de pagaille sur les routes.

### Au nom du « tort causé à l'économie »

Et, au paroxysme de la crise, les médias, sans toujours en avoir conscience, adoptent le plus souvent une attitude de discréditation de la grève au nom du tort causé à l'économie (le pays « bloqué »), des difficultés imposées aux usagers, aux travailleurs, aux étudiants, etc., et tout cela en vain. Lorsqu'une grève est mal ou peu suivie, ou encore lorsque ses effets paralysants sont limités, les médias ne sont pas loin de s'en féliciter. A l'instar du *Figaro*, au lendemain de la longue grève de la SNCF du printemps dernier (28 jours de grève sur trois mois) : le quotidien conservateur s'est félicité de ce que « les syndicats n'ont plus, aujourd'hui, la capacité de bloquer le pays. La France

## Les antagonismes politiques et sociaux, les rapports de forces, la lutte de classes : tout se dissout ainsi dans la psychologie individuelle.

(l'aveuglement ?) journalistique. La rédaction avait décidé de traiter du beau temps sous l' « angle » de ces Belges qui ont décidé de profiter de l'été au pays. A l'antenne, « Michèle, commerciale dans une entreprise de sanitaires » qui, pour la première fois, « reste à la maison en été », pour le grand bonheur de « Harry, son fidèle teckel, qui vient d'être ma-

sociabilité mondaine consolide ainsi les liens et leur efficacité, et rejailit sur la façon dont ils vont rendre compte de leurs sujets.

Alors que la plupart des journalistes francophones sont considérés comme appartenant plutôt au centre-gauche (« Mais ils ont le progressisme intellectuel, désincarné », nuance la journaliste Martine Vandemeule-



ne s'est pas retrouvée bloquée et les clients de l'entreprise ferroviaire, bien que gênés au quotidien, ne sont pas restés à quai ». Et le journaliste d'égrener les raisons de l'échec de la grève : le service garanti, l'absence de convergence des luttes sociales, le système D favorisé par l'émergence d'applis mettant les individus en connexion et offrant ainsi des alternatives de transport aux voyageurs et, enfin, le fait que « depuis 2006, aucun exécutif n'a reculé face à la rue » (2).

Certes, *Le Figaro* n'est pas un modèle de presse progressiste. Mais dans « nos » journaux aussi, l'idée que la fermeté du gouvernement Michel met les syndicats à la peine et rend la lutte sociale « traditionnelle » obsolète fait son chemin. « La contestation face au gouvernement Michel semble faiblir, écrit ainsi Bernard Demonty dans *Le Soir* du 28 juin dernier, à la veille (!) de la grève des cheminots contre la réforme des pensions. Il faut d'abord y voir les divergences de vue entre syndicats sur la manière de réagir aux mesures du gouvernement (...). » Et le journaliste de conclure son article avec cette réflexion de Jean Faniel, directeur du Centre d'information sociopolitiques (Crisp) : « Il y a aussi un effet de résignation. »

### There Is No Alternative

Antonio Cocciolo, ancien ouvrier et puis délégué syndical chez Caterpillar Gosselies, président de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut depuis 2015, dénonce ce qu'il ressent comme

de l'« arrogance » de la part de certains journalistes. « Dès qu'ils peuvent taper sur les organisations syndicales et les ringardiser, ils s'en donnent à cœur joie. Paradoxalement, c'est encore plus vrai dans la presse populaire que celle dite "de qualité". Les articles de *Sud-presse* sont généralement bien pires que ceux du *Soir* ou de *La Libre*. » Comme si la pensée unique avait réussi à faire adopter, par les catégories dominées de la société - et les médias qui les ciblent -, les modes de pensée des couches dominantes, et ce à l'encontre de leurs propres intérêts...

En résumé : tout est présenté comme si on n'avait pas le choix. « *There Is No Alternative* », ainsi que le martelait Margaret Thatcher, ex-Première ministre conservatrice britannique. On exclut d'entrée de jeu qu'il existe des alternatives aux réformes des pensions et des allocations de chômage. Dans un tel contexte, pas étonnant que les « vieux » syndicats soient considérés comme dépassés : ne tentent-ils pas en vain de rallumer la flamme d'une conflictualité sociale dépassée, car peu efficiente dans son approche des défis du présent et, plus encore, de l'avenir ?, observe Marc Sinnaeve, chargé de cours en Information sociale à l'Ihecs (*lire son interview en p. 92*).

*Le Courrier hebdomadaire* du Crisp a livré les résultats d'une enquête sur la perception des organisations syndicales : on y apprend, sans surprise, que près de 48% des électeurs francophones et 43% des néerlandophones souscrivent à l'idée selon laquelle les syndicats se préoccupent insuffisamment des problèmes de demain (3).

### Journalistes observateurs, mais aussi acteurs

Dans la littérature rendant compte du traitement médiatique des

conflits sociaux, l'idée est répandue que celui-ci dépend essentiellement des stratégies de communication des acteurs du conflit. Et ce n'est évidemment pas entièrement faux : après un « flop » médiatique, les syndicats remettent d'ailleurs eux-mêmes en cause leur stratégie de communication (Marc Gobelet n'était pas suffisamment charismatique, disait-on par exemple, même en interne, pour justifier les insuccès de l'ancien patron de la FGTB dans la presse). Les contestataires médiatisés s'enorgueillissent, eux, de leur capacité d'organiser des actions qui intéressent les journalistes et leur permettent ainsi de sensibiliser l'opinion. On oublie,

**Certains journalistes distillent le sentiment que l'Etat est « bloqué », que des « tabous » indépassables plombent la Sécurité sociale.**

en disant cela, que les journalistes ne sont pas seulement spectateurs, mais aussi acteurs (parfois à leur insu) de l'actualité sociale.

Ainsi relaient-ils avec une grande ingénuité le vocabulaire aseptisé des banquiers qui, pour parler des employés qu'ils licencient, disent pudiquement agir sur la « variable salariale ». Ou parlent-ils d'« unités » lorsqu'ils relaient les communiqués de l'Onem sur les chiffres du chômage. Ou encore de « coût du travail » ou de « charges » pour parler des indispensables cotisations à la Sécurité sociale. Sans compter l'adjectif ↗



*La pauvreté et l'exclusion n'ont pas droit de cité dans les gazettes. Si ce n'est par l'angle du « spectaculaire ».*

**« La plupart de mes collègues ne s'intéressent aux sujets sociaux que par le biais de l'émission Viva for life. »  
(Martine Vandemeulebroucke, journaliste)**

⇒ « sauvage » qu'ils accolent invariablement à une grève spontanée, pendant laquelle, évidemment, les grévistes « se croisent les bras ». Et, lorsqu'on leur fait le reproche d'avoir le réflexe néolibéral, ils s'insurgent en chœur contre un procès injuste : c'est qu'ils n'ont même pas conscience d'user d'un vocabulaire aseptisé ou orienté, ou d'une novlangue connotée.

Fréquemment aussi, certains journalistes de la presse *mainstream*, le plus souvent ceux qui sont versés à la rubrique Eco, distillent le sentiment que l'Etat est « bloqué », que des « tabous » indépassables plombent la Sécurité sociale, l'avenir des pensions, les caisses de chômage. Ils alimentent, le plus souvent en toute bonne foi, la rengaine des pourfendeurs de la sphère publique. Cela ne les empêche pas de prendre leurs distances avec Emmanuel Macron lorsque ce dernier dit trop haut, et trop fort, ce qu'eux pensent spontanément tout bas. A savoir, en substance, que l'« on met un pognon de dingue dans les minima sociaux (...) » (4).

**Les pauvres ne font pas recette**

Plus maltraités encore, les sujets traitant de la pauvreté et de l'exclusion sociale : ceux-là n'ont pratiquement aucun droit de cité dans la « grande presse ». « A partir du début des années 2000, au Soir, il était devenu impossible d'y consacrer un sujet, témoigne Martine Vandemeulebroucke. Je les

*rendue à une conférence de presse présentant le « plan hiver » d'accueil des populations fragilisées, et particulièrement des demandeurs d'asile, durant la période hivernale. L'hiver précédent s'était caractérisé par un afflux massif de demandeurs d'asile et une saturation rapide des centres d'accueil : des familles entières s'étaient retrouvées à la rue, alors qu'il gelait dehors. Il me semblait donc tout à fait pertinent de m'enquérir des mesures qui allaient être mises en place pour éviter la répétition d'une telle situation. Mes responsables m'ont rappelée : "Martine, reviens, ton sujet ne nous intéresse pas ! Tu le proposeras en hiver, s'il y a une crise." C'est cela, la politique éditoriale du grand quotidien francophone... »*

Certes, et ce n'est pas là le moindre des paradoxes, le métier de journaliste se dégrade, et nombre de rédacteurs et de rédactrices connaissent les affres de la précarisation professionnelle et devraient donc s'identifier davantage à tous ceux qui dénoncent la dictature de la rapidité, de la rentabilité, de la flexibilité. Mais des journalistes sont aussi de plus en plus nombreux, de plus en plus jeunes, de plus en plus corvéables et malléables, et pas toujours excellemment formés. Ils ont souvent peu d'appétence pour les arides matières sociales et de politique économique : tout cela fait que ces sujets sont traités de manière superficielle. « Il y a vingt-cinq ans d'ici, les journalistes connaissaient leur sujet, se rappelle Coccio, qui en a

*qu'ils ne traiteront pas du fond, mais de la forme... »*

**Les syndicats ringardisés**

L'aridité de ces matières et la complexité des enjeux contribuent à donner des syndicats une image archaïque. A l'image des acquis sociaux qu'ils défendent, très souvent qualifiés « de papa » dans la presse. Et contrairement aux réformes sociales, le plus souvent jugées « audacieuses » (5).

A présent que tout est « com » et « image », que la démocratie n'existe plus qu'au travers d'une mise en scène savamment orchestrée, les syndicats sont vus comme des dinosaures inadaptés à la société de la communication, c'est-à-dire à la société « tout court ». Leur organisation hiérarchique toujours très pyramidale – et souvent un brin machiste – les rend également peu attrayants aux yeux des jeunes journalistes, spontanément plus intéressés par les « nouveaux mouvements sociaux » aux modes décisionnels plus collaboratifs. « Les médias contribuent à donner des syndicats une image éculée ou "institutionnelle", traînant dans leur sillage une odeur de naphthaline, poursuit Coccio. Dès qu'ils en ont l'occasion, ils dénoncent l'absence de cohésion interne, la prétendue opacité des comptes, l'intransigeance, les agendas "politiques" cachés. Jamais je n'ai vu d'articles sur le thème de "Que se passerait-il si les syndicats disparaissaient ?" »

**La pensée unique a réussi à faire adopter, par les catégories dominées de la société, les modes de pensée des couches dominantes.**

*ennuyais clairement avec ça. On me disait : les problèmes des pauvres, la politique des CPAS ou de l'Onem, l'exclusion sociale, tout ça, ça n'intéresse pas nos lecteurs, pour la plupart issus de la bonne classe moyenne. »*

Sans compter qu'en journalisme, de plus en plus, seuls comptent le présent, la crise, la nouveauté : « Un jour, peu avant l'hiver, je m'étais

vu défiler plus d'un à Cartepillar du temps où il y travaillait. Les enjeux – en matière de métallurgie, automobile, sidérurgie, aéronautique, leviers économiques des Régions, etc. - dont se saisissaient les organisations syndicales, ils les maîtrisaient. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La plupart du temps, je me rends compte qu'ils ne comprennent pas vraiment ce que je dis. Et alors, je sais

Le temps constitue un autre handicap pour la médiatisation de l'action syndicale : la réalité sociale est complexe, on l'a dit. Les évolutions sont le plus souvent lentes, et agissent en profondeur sur le tissu sociétal. Les événements brutaux, tel un licenciement collectif, sont plus spectaculaires, certes, et donc plus faciles à médiatiser, mais ne constituent le plus souvent que la face émergée de l'iceberg. Pour rendre compte finement des changements imprimés sur le monde du travail, le sort des travailleurs et la réalité sociale, il faut s'intéresser aux choses sur la longueur. Or les journalistes

aujourd'hui ne disposent plus de ce temps long. Ils sont soumis à la dictature de l'instantanéité et contribuent désormais exclusivement à la fabrication d'un « produit » prêt à consommer, et non plus à une œuvre éducative. « *Les évolutions*

doublée d'un chouïa de sentiment de supériorité. Ils connaissent mal les réalités médiatiques, et ont la caricature facile. Ils leur arrivent de confondre presse « de qualité » et presse « militante ». « *Depuis que je travaille pour Alter Echos et que je*

Sciences sociales et directeur adjoint de l'Institut de promotion sociale Saint-Laurent (Liège) (6). Il faut élargir le champ de la caméra pour comprendre l'effet systémique des interactions sociales, politiques et communicationnelles. Epictète le disait déjà : « *Ce qui trouble les hommes, ce ne sont pas les choses mais ce qu'ils en pensent* ». Ce qu'ils en pensent, ce qu'ils en disent, ce qu'ils en font, et la manière dont cela s'articule : c'est tout cela qu'il faut changer si l'on veut que le monde reste (ou redevenue) vivable pour le plus grand nombre. □

## « Jamais je n'ai vu d'articles sur le thème de "Que se passerait-il si les syndicats disparaissaient ?" » (Antonio Cocciolo, syndicaliste)

*sociales, celles du monde du travail, des droits des travailleurs, etc., ne peuvent s'appréhender que sur un temps long. Le temps syndical est un temps long, entrecoupé d'actions – grèves, manifestations – "immédiates". Si les médias ne retiennent que ces dernières, parce qu'elles ont davantage d'impact, on perd le sens en profondeur* », ramasse Cocciolo.

### Le tissu associatif et les médias : je t'aime moi non plus

Pour être de bon compte, il faut aussi pointer la relation de coopération conflictuelle qu'entretiennent entre eux les médias et les mouvements sociaux. Les associations de terrain actives dans les matières sociales éprouvent souvent une méfiance atavique envers la presse, parfois

*peux couvrir les matières sociales, je suis confrontée à des difficultés invraisemblables pour obtenir de l'info, auxquelles je ne m'attendais absolument pas, souligne Martine Vandemeulebroucke. D'abord, ces associations font rarement preuve d'une grande combativité pour faire connaître les réalités dont elles s'occupent. Ensuite, quand un journaliste s'intéresse à leurs actions, elles émettent parfois des exigences – telle celle de relire l'article avant parution ou encore d'être les seuls interlocuteurs contactés dans le cadre de l'article - inacceptables aux yeux de tout journaliste professionnel. » Ainsi, « pour comprendre finement la manière dont les conflits sociaux sont traités dans les médias, on ne peut pas se focaliser sur la seule analyse des contenus des productions médiatiques », observe Gérard Pirotton, docteur en*

(1) « Brussels Airlines : une grève civilisée », Béatrice Delvaux, *Le Soir* du 18 mai 2018.

(2) « Pourquoi la grève ne paie plus », par Marc Landré, *Le Figaro* du 18 juillet 2018.

(3) « Syndicats et syndicalisme : perceptions et opinions », Marc Swyngedouw, Koen Abts et Bart Meuleman, *Courrier hebdomadaire du Crisp*, n°2298, 2016.

(4) Propos tenus par Emmanuel Macron le 12 juin dernier, au cours d'une réunion de travail avec ses conseillers, pendant laquelle il s'entraînait pour son discours au 42e Congrès de la Mutualité, le lendemain. Ces mots, diffusés sous la forme d'une vidéo sur Twitter, ont fait le buzz.

(5) « Les acquis sociaux de papa sous pression », Bernard Demonty, *Le Soir* du 24 mai 2014.

(6) « Traitements médiatiques des conflits sociaux. Un cadre pour le penser », *Recherches en communication* n°37.

# La démocratie mise en scène

Les médias télévisuels, et les débats qu'ils nous offrent, véhiculent une image tronquée de la société. En quête d'audimat, ils mettent en scène la réalité et fabriquent un monde scénarisé. Et qui nous détourne du sens des choses.

Isabelle Philippon (CSCE)

La démocratie telle qu'elle apparaît au petit écran, telle qu'elle est débattue sur les plateaux de télé au cours d'émissions pourtant réputées « sérieuses », est une mise en scène. Les débats politiques télévisuels – notamment ceux du dimanche midi – ne sont rien d'autre qu'un spectacle, un jeu, un match

de catch arbitré, « modéré » dit-on dans le milieu, par un ou une journaliste garante du rythme, d'une circulation dynamique de la parole. Il ou elle est là pour couper, relancer, rompre le cours des choses dès qu'elles deviennent un peu longues ou complexes, c'est-à-dire avant que le téléspectateur ne puisse ressen-

tir une once d'ennui et être tenté de zapper sur la chaîne concurrente. La dimension antagoniste prend le pas sur le contenu, et c'est ainsi que « *la parole se calque sur le format imposé par la scénarisation* », comme le relève Jean-Marie Piemme, écrivain de théâtre et de fiction, dramaturge, professeur de théâtre et de dramaturgie